

La COP24 s'ouvrira dans quelques jours en Pologne. Cela fait déjà trois ans que 195 pays réunis à l'occasion de la COP21 adoptait l'Accord de Paris. Prenant acte de l'accélération des changements climatiques et de la gravité de leurs impacts, **ils s'y accordaient sur la nécessité de limiter la hausse de la température du globe bien en-dessous de 2°C et de tendre vers 1,5°C.**

Le secteur financier s'engageait pour sa part aux côté des politiques à tout mettre en œuvre pour que cet objectif soit atteint voire dépassé - pour BNP Paribas, Crédit Agricole - et à aligner leurs activités avec un scénario 2°C - pour Société Générale.

« NOUS N'AVONS PAS LA PLACE DE CONSTRUIRE QUOI QUE CE SOIT QUI ÉMET DU CO2 »

À la veille de la COP24, l'alerte climatique n'a jamais été aussi forte. Fatih Birol, le directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) déclarait lui-même il y a quinze jours que « nous n'avons pas de place pour construire quoi que ce soit qui émet du CO2 ».¹ Mais alors que l'AIE parle de l'ensemble des énergies fossiles, **nous n'en avons pas même fini du charbon, quand on sait que les centrales à charbon constituent à elles seules la première source d'émissions de CO₂ mondiale et environ un tiers des émissions de CO₃ liées aux énergies fossiles².**

Non seulement aucune nouvelle centrale à charbon ne doit être construite, mais le récent rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) sur les conséquences d'un réchauffement de 1,5°C concluait qu'entre 59% et 78% de la capacité de production d'électricité à partir de charbon doit être arrêtée d'ici 2030, le reste devant être fermé d'ici 2040 ou 2050 selon les scénarios³. Mais là encore le constat est amère : la capacité mondiale de production d'électricité à partir du charbon a augmenté de 92 GW depuis la COP21 et plus de 1 380 projets de nouvelles centrales sont toujours sur la table, de quoi augmenter la capacité mondiale de 33%⁴.

LA FINANCE FRANÇAISE DER-RIÈRE LE DÉVELOPPEMENT DU CHARBON

Malgré les promesses faites en 2015, les grands acteurs financiers français soutiennent toujours les entreprises dont les activités en Europe et à travers le monde sont intrinsèquement incompatibles avec une trajectoire de +1,5°C. En haut de la liste, les 120 entreprises les plus agressives en matière de développement de centrales à charbon identifiées par l'ONG allemande Urgewald, et qui à elles seules représentent 68% des nouvelles capacités charbon prévues⁵.

D'après de nouvelles données financières⁶, depuis la COP21 et l'annonce de leurs engagements sur le secteur du charbon, les trois plus grosses banques françaises, **BNP Paribas, Société Générale, et Crédit Agricole, ont augmenté leurs financements à ces 120 entreprises, passant de 6,4 milliards d'euros entre 2013 et 2015 à 9.88 milliards d'euros entre 2016 et 2018.** Elles se classent au-

jourd'hui toutes dans le top 10 des banques européennes pour leurs soutiens aux développeurs de charbon. En première position, on retrouve BNP Paribas, qui à elle seule comptabilise près de 4 milliards d'euros de prêts et d'émissions d'actions et d'obligations pour le compte des développeurs de charbon.

L'EUROPE ENLISÉE DANS LE CHARBON

Parmi les développeurs de charbon se trouvent des acteurs européens comme RWE, Uniper, CEZ qui parient ouvertement contre la sortie européenne du charbon. D'un côté, ces entreprises étendent leurs mines et construisent de nouvelles unités alors que les efforts devraient se porter sur la fermeture des 275 centrales actuellement en opération en Europe. De l'autre, elles intimident les gouvernements en menaçant de leur faire payer une sortie du charbon qui serait alignée avec leurs engagements climatiques.

Leurs agissements ne sont pas seulement à l'encontre des efforts internationaux dans la lutte contre les dérèglements climatiques, mais ont un impact sanitaire extrêmement lourd. Il est estimé que 1880, 727 et 525 personnes sont mortes prématurément en 2016 en raison de la pollution des centrales à charbon opérées par RWE, CEZ et Uniper⁷. A Katowice, ville au coeur de la région minière de Silésie où s'ouvrira le 2 décembre le prochain sommet international sur le climat, les niveaux moyens de particules fines sont plus de trois fois supérieurs aux limites préconisées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Rien de tout cela ne serait possible sans le soutien des acteurs financiers, dont celui de deux banques françaises BNP Paribas et Société Générale. Avec respectivement 1,8 milliard et 1 milliard d'euros de financements aux développeurs européens de nouvelles centrales à charbon depuis la COP21, elles sont les 3ème et 10ème banques internationales à soutenir le plus les entreprises qui bloquent l'Europe dans sa transition énergétique.

UN DERNIER APPEL POUR KATOWICE

Entreprises et banques, tous sont co-responsables de l'échec qui se dessine devant nos yeux : l'impossibilité de tenir les objectifs collectivement fixés à Paris en 2015. Les Amis de la Terre France et leurs partenaires alertent depuis 2016 sur l'insuffisance des politiques sectorielles adoptées par les banques françaises sur le secteur du charbon.

Le diagnostic étant limpide, la prescription l'est aussi : les banques doivent de toute urgence exclure, systématiquement et de tout soutient, les entreprises qui développent de manière délibérée et consciente des projets incompatibles avec une trajectoire de réchauffement inférieure à +1,5°C.



LES BANQUES

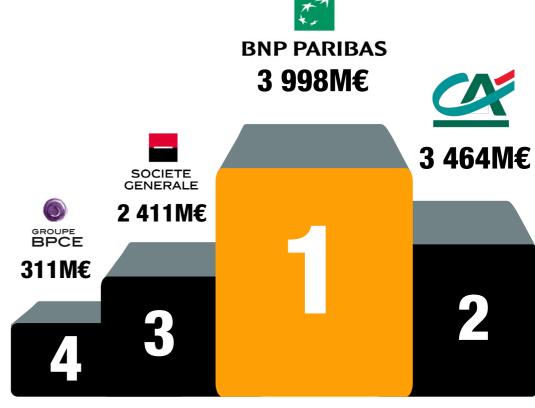
FRANÇAISES VONT TOUJOURS AU CHARBON

Les banques françaises ont été les premières à agir en restreignant dès 2015 leurs soutiens aux projets charbon. En juin 2018, les branches de gestion d'actifs de BNP Paribas et de Crédit Agricole s'unissaient à 286 investisseurs¹¹ détenant ensemble plus de 22 000 milliards d'euros sous gestion pour s'inquiéter publiquement du développement de nouvelles centrales à charbon et faire leur l'objectif de sortie du charbon d'ici 2030 dans les pays européens et de l'OCDE.

Pourtant, trois ans après ces premières annonces, force est de constater que les banques accordent toujours leurs soutiens aux entreprises qui développent de nouvelles centrales à charbon, poussant ainsi l'augmentation continue de la capacité mondiale. Ce que les banques ne veulent plus financer directement à travers du financement de projets, elles le financent désormais indirectement à travers des financements d'entreprises. Ce faisant, le lien entre leurs financements et la hausse des émissions dues au charbon est plus diffus et leur image s'en trouve davantage éparquée.

Obtenir des financements de projets pour de nouvelles infrastructures charbon étant de plus en plus difficile, **les entreprises ont d'elles-mêmes davantage recours à des financements d'entre-prises généraux**. Ainsi, il est fort probable que les entreprises polonaises Enea et Energa ne fassent pas appel à un financement de projet pour leur projet de nouvelle centrale à charbon Ostroleka C. En revanche, Energa a déjà bénéficié d'une émission d'obligations facilitée par BNP Paribas et JP Morgan en 2016¹².

Les quatre plus grosses banques françaises, BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et Natixis, ont accordé plus de 10 milliards d'euros de financements aux développeurs de charbon entre janvier 2016 et septembre 2018. Les trois premières se classent dans le top 10 des banques européennes à avoir le plus financer ces 120 entreprises, avec respectivement 4 milliards, 3,4 milliards et 2,4 milliards d'euros de financements depuis 2016. Plus inquiétant encore, tous ces montants ont augmenté depuis la COP21 et l'adoption par ces mêmes banques de restrictions sur leurs financements charbon.



Top 4 des financeurs français aux 120 développeurs de charbon depuis la COP21, en millions d'euros

L'EUROPE

ENFERMÉ DANS LE CHARBON PAR BNP PARIBAS ET SOCIÉTÉ GÉNÉRALE



L'EUROPE, LOIN D'ÊTRE SORTIE DU CHARBON

L'Europe a près de 300 centrales à charbon. Alors que toutes doivent être fermées d'ici 2030, en cohérence avec la science climatique et les objectifs décidés à la COP21, seules 22 d'entre elles ont une date de fermeture. Le sort des 275 autres est encore à trancher. De plus, les entreprises comme les Allemands RWE et le Tchèque CEZ, continuent d'étendre leurs mines, principalement de lignite, et 66 nouvelles centrales sont encore prévues¹³.

L'enjeu principal est que ces projets ne voient pas le jour et que celles déjà en opération soient fermées de manière juste et responsable, avec une reconversion des salariés et une remise en état des lieux pollués. Sortir du charbon n'est pas seulement un impératif

climatique, c'est aussi un enjeu sanitaire de premier ordre. Les centrales à charbon de RWE, CEZ et Uniper sont estimées avoir causé la mort prématurée de 1880, 727 et 525 personnes en 2016¹⁴.

Mais il s'agit aussi de faire porter la responsabilité aux entreprises et non aux contribuables. Certaines entreprises comme Engie cherchent à vendre leurs centrales au lieu de les fermer, une solution dont seuls le vendeur et l'acheteur bénéficient au détriment du climat et des populations. D'autres comme RWE pèsent de tout leur poids sur les discussions afin de retarder la date de sortie du charbon : menace de poursuite en justice, demande de compensations, accélération des travaux d'expansions de leurs projets, etc.

BNP Paribas et Société Générale sont les 3ème et 10ème banques internationales à avoir financé le plus les entreprises européennes listées parmi les 120 développeurs de charbon depuis 2016.

Financements des banques françaises à RWE, Uniper et CEZ depuis la COP21, en millions d'euros

	RWE	uni per	CEZ GROUP	Total
BNP PARIBAS	912	580	173	1665
SOCIETE GENERALE	367	580	78	1025
Total	1279	1160	251	2690

ZOOM SUR 3 ENTREPRISES EUROPÉENNES







Alors que la Commission sur le charbon débat en Allemagne du comment et du quand de la sortie du charbon, RWE est déterminée à faire tourner ses mines et centrales le plus longtemps possible, et à tirer un maximum de leur fermeture le temps **venu.** 1er producteur de lignite et pollueur de l'Union européenne, RWE a essayé de verdir son image en rachetant le portefeuille renouvelable de EON - faisant passer la part du charbon dans son mix de 42 à 38% -, mais le maquillage ne tient pas. Si l'expansion de sa mine de lignite à ciel ouvert d'Hambach a été suspendue par décision de justice, RWE poursuit le développement de sa mine voisine de Garzweiler

Pour défendre ses intérêts face aux politiques, RWE use de l'intimidation. Le PDG du géant du charbon a déclaré : "Si le gouvernement [allemand] décidait d'une sortie rapide [du charbon], je réclamerai en retour des dommages à la hauteur de ce que nous subirons¹5». Même stratégie face aux Pays-Bas, qui ont acté la sortie du charbon d'ici 2030 et la fermeture d'une des centrales de RWE dès 2025¹6. RWE a annoncé en réaction considérer poursuivre en justice l'Etat néerlandais¹7.

Alors que RWE paraît infréquentable, cela n'empêche pas BNP Paribas et Société Générale de continuer de le financer. Elles lui ont respectivement accordé 912 et 367 millions d'euros depuis la COP21. RWE est un bon client pour BNP Paribas, qui est la 3ème dans le monde à avoir financé le géant du charbon allemand entre 2016 et 2018, et la seule en France a lui avoir accordé des soutiens en 2018.

L'entreprise allemande Uniper produit aujourd'hui 29% de son énergie à partir du charbon et prévoit de développer sa capacité charbon. Elle a en effet récemment finalisé la construction d'une nouvelle centrale à charbon de 1100 MW à Datteln en Allemagne, qui n'est cependant pas entrée en opération en raison de problèmes techniques. Si la mise en service a été reportée à 2020, les ONG contestent toujours le permis de construire de l'usine devant les tribunaux^{IB}.

Société Générale et BNP Paribas sont encore une fois les deux seules banques française à avoir appuyé ce développeur de charbon européen depuis l'annonce de leurs engagements sur le secteur du charbon en 2015, lui ayant toutes deux accordé 580 millions d'euros en 2016.

Uniper est aussi présente en France, où elle exploite les centrales de Gardanne et de Saint-Avold. Le gouvernement français s'est engagé à ce que ces centrales ferment leurs portes au plus tard en 2022. **Uniper cherche néanmoins à les revendre.** Parmi les potentiels acheteurs, on retrouve EPH, le groupe du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky¹⁹, entreprise pour laquelle Société Générale a d'ailleurs facilité l'émission de 120 millions d'euros d'obligations en 2018²⁰.

CEZ, entreprise détenue à 70% par le gouvernement tchèque, opère la plupart des centrales à charbon du pays. Elle exploite également deux centrales à charbon en Pologne et une en Bulgarie. Elle génère au total 47% de son électricité à partir du charbon, soit 6 462 MW, et produit 21 millions de tonnes de charbon, principalement du lignite, chaque année.

Mais alors que l'énergéticien tchèque a récemment décidé de réorienter ses activités à l'étranger vers les énergies renouvelables, en République tchèque elle développe actuellement ses centrales à charbon de Melnik et de Ledvice, pour la création de 770 MW de capacité charbon supplémentaire21. Ces nouvelles unités seront alimentées par du lignite et auront une durée de vie de 40 ans.

Derrière cette entreprise qui parie ouvertement contre le respect des objectifs climatiques de l'Accord de Paris, on retrouve une nouvelle fois nos deux françaises. Société Générale est la 4ème banque au monde à financer CEZ, avec 78 millions d'euros de financements accordés depuis la COP21. Plus préoccupant encore, BNP Paribas se positionne en 1ère position de ce classement, lui ayant accordé 173 millions d'euros de financements entre 2016 et 2018.

UNE RÉVISION

URGENTE DES POLITIQUES DES BANQUES S'IMPOSE

Si la violation brutale de l'Accord de Paris sur le climat, par la construction de nouvelles centrales à charbon, est rendue possible grâce à la complicité de grandes banques internationales, l'inverse est aussi vrai : en coupant leurs soutiens aux entreprises du secteur du charbon, les banques ont la capacité de donner un coup d'arrêt à son développement et d'en favoriser la sortie.

Encore faut-il qu'elles se dotent de politiques sectorielles permettant de répondre au double enjeu d'empêcher le développement de nouvelles infrastructures charbon et d'accélérer la fermeture de celles en opération. Leaders en 2015, les banques françaises ont depuis été dépassées par d'autres acteurs financiers ayant adopté des politiques plus ambitieuses et sophistiquées.

pas d'une stratégie de transition énergétique mais uniquement d'une stratégie business, comme en témoignent leurs projets de développement dans le secteur du charbon.

Si elles entendent réellement contribuer à la lutte contre les dérèglements climatiques et soutenir une vraie transition énergétique wais uniquement d'une stratégie de transition énergétique mais uniquement d'une stratégie de transition énergétique mais uniquement d'une stratégie business, comme en témoignent leurs projets de développement dans le secteur du charbon.

La majorité des acteurs financiers exclue de leurs soutiens les entreprises en fonction de la part du charbon dans leurs revenus ou production d'électricité. En France, si Crédit Agricole et Natixis excluent les entreprises générant plus de 50% de leurs revenus du charbon – un seuil moins ambitieux que celui de 40% adopté par RBS et BBVA, et très loin de 30% voire 20% adoptés par de nombreux investisseurs –, Société Générale et BNP Paribas n'appliquent une telle approche qu'à leurs nouveaux clients²².

Société Générale s'est engagée à "limiter la part du charbon dans le mix énergétique financé (en MW installés) à 19% à fin 2020, en cohérence avec le scénario 2 °C de l'AlE²³". Au-delà des limites des scénarios de l'AlE et du fait qu'il s'agit d'un objectif de +2°C et non 1,5 °C, cet engagement ne porte que sur les prêts et oublient les émissions d'actions et d'obligations qui représentent pourtant 50% des financements alloués au secteur du charbon.

BNP Paribas a elle pris un engagement à ne plus financer les entreprises qui ne se diversifient pas en diminuant la part du charbon dans leur mix énergétique²⁴. Non seulement BNP Paribas autorise quelques exceptions, mais les millions de financements accordés à des développeurs de centrales à charbon démontrent les failles de cette approche. La principale limite est que BNP Paribas regarde la part relative du charbon dans les activités d'une entreprise au lieu de prendre en compte la quantité absolue d'électricité produite à partir du charbon. Ainsi, une entreprise peut se diversifier et sécuriser les soutiens de la banques tout en continuant d'étendre ses mines ou de construire de nouvelles centrales.

Exclure les entreprises uniquement en fonction de la part du charbon dans leurs activités serait insuffisant pour avoir des politiques robustes: 19% et 23% de la capacité des centrales à charbon prévues est porté par des entreprises produisant moins de 30% et 50% de leur électricité à partir de charbon. Ces entreprises vont être diversifiées, actives dans plusieurs secteurs y compris parfois dans le développement d'énergies renouvelables. Mais il ne s'agit pour elles pas d'une stratégie de transition énergétique mais uniquement d'une stratégie business, comme en témoignent leurs projets de développement dans le secteur du charbon.

Si elles entendent réellement contribuer à la lutte contre les dérèglements climatiques et soutenir une vraie transition énergétique vers un système énergétique reposant sur les énergies renouvelables, les banques françaises ne sauraient continuer de soutenir des entreprises qui étendent ou s'accrochent à leurs activités dans le secteur du charbon.

Face à la menace que fait peser la construction de nouvelles centrales à charbon sur le climat et la santé, il ne saurait donc y avoir de compromis possible, de report de l'action climatique, d'une action aux doses homéopathiques.

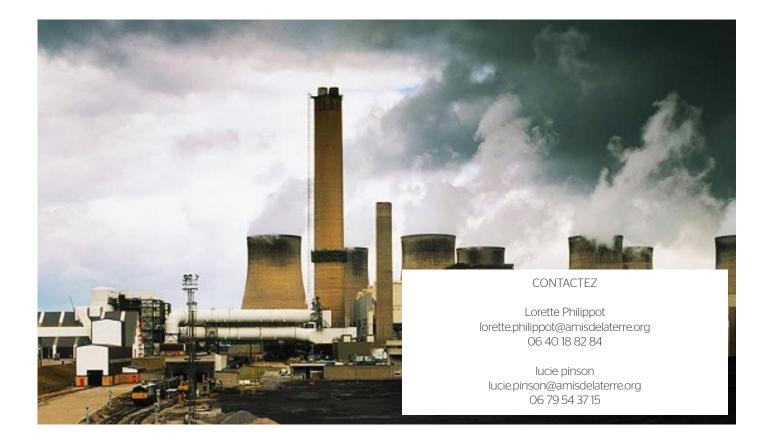
Quelles que soient leurs activités dans d'autres secteurs, y compris des énergies renouvelables, ces entreprises qui piétinent ouvertement l'Accord de Paris doivent être au contraire, immédiatement mises au ban.



Les données financière publiées dans ce rapport sont issues d'une recherche menée par Profundo et commandée par BankTrack, Urgewald, Rainforest Action Network, Re:Common et Les Amis de la Terre. L'intégralité de la recherche sur les soutiens des banques et des investisseurs internationaux aux 120 entreprises de la Coal Plant Developers List sera rendue publique le 5 décembre 2018.

NOTES

- www.theguardian.com/business/2018/nov/13/world-has-no-capacity-to-absorb-new-fossil-fuel-plants-warns-iea
- ² www.pbl.nl/sites/default/files/cms/publicaties/pbl-2017-trends-in-qlobal-co2-and-total-greenhouse-gas-emissons-2017-report 2674.pdf
- ³ Intergovernmental Panel on Climate Change, Global Warming of 1.5°C, Summary for Policymakers, October 2018, p. 22.
- 4coalexit.org/sites/default/files/download_public/Urgewald%20Press%20Release%20-%20Coal%20Plant%20Developers%20-%2010-04-2018 final2.pdf
- ⁵ <u>coalexit.org/database</u>
- ⁶ Les données financières publiées dans ce rapport sont issues d'une recherche menée par Profundo et commandée par BankTrack, Urgewald, Rainforest Action Network, Re:Common et Les Amis de la Terre France.
- ⁷ beyond-coal.eu/last-gasp/
- ⁸ <u>urgewald.org/medien/ngos-release-list-worlds-top-coal-plant-developers</u>
- ⁹coalexit.org/sites/default/files/download_public/Urgewald%20Press%20Release%20-%20Coal%20Plant%20Developers%20-%2010-04-2018_final2.pdf
- $^{10}\underline{www.ffa-assurance.fr/content/les-assureurs-annoncent-trois-nouvelles-initiatives-en-faveur-de-la-lutte-contre-le-Outer-l$
- ¹¹gallery.mailchimp.com/864db82bb72aaa9841d8e52c2/files/fcf2269e-04a2-4b04-8344-dfa995824069/180529_GISGCC_briefing_paper_FI-NAL.pdf?mc_cid=5df404a53a&mc_eid=cd10f95518
- ¹²www.banktrack.org/project/ostroleka c coal and biomass power plant#popover=financiers
- ¹³ beyond-coal.eu
- 14 beyond-coal.eu/last-gasp/
- www.reuters.com/article/us-rwe-coal/rwe-will-seek-damages-if-germany-shuts-coal-plants-abruptly-die-zeit-idUSKCN1MR1LJ
- $^{16}\underline{www.lefigaro.fr/flash-eco/2018/05/18/97002-20180518FILWWW00237-pays-bas-fermeture-de-2-centrales-a-charbon-en-2025.php}$
- ¹⁷www.powerengineeringint.com/articles/2018/05/rwe-contemplate-legal-action-over-dutch-coal-power-phase-out.html
- 18 coalexit.org/sites/default/files/download_public/Regional%20Briefings%20CPDL_10-04-2018_final.pdf
- ¹⁹www.lemonde.fr/economie/article/2018/11/08/eph-le-groupe-de-daniel-kretinsky-pourrait-acheter-deux-des-dernieres-centrales-a-charbon-en-france 5380702 3234.html
- ²⁰ www.epholding.cz/wp-content/uploads/prospekt eph financing cz 2018.pdf
- ²¹ coalexit.org/sites/default/files/download public/Regional%20Briefings%20CPDL 10-04-2018 final.pdf
- ²²www.banktrack.org/campaign/list of banks policies on coal utilities
- ²³ www.societegenerale.com/sites/default/files/2018/politique-sectorielle-centrales-thermiques-charbon-oct2016.pdf
- ²⁴ group.bnpparibas/uploads/file/rse politique sectorielle charbon.pdf



NOS **DEMANDES**

Les banques françaises doivent s'engager à aligner leurs activités avec l'objectif de l'Accord de Paris de limiter la hausse de la température du globe bien en-dessous de 2 °C et de tendre vers 1,5 °C, et donc à réduire à nulle l'exposition de toutes leurs activités au charbon d'ici 2030 pour les pays de l'OCDE et 2040 pour le reste du monde.

Les banques doivent dès maintenant exclure de leurs soutiens les entreprises qui :

- 1. ÉTENDENT LEURS CAPACITÉS DANS LE SECTEUR DU CHARBON EN ACQUÉRANT OU DÉVE-LOPPANT DE NOUVELLES MINES, CENTRALES OU INFRASTRUCTURES CHARBON ;
- 2. GÉNÈRENT PLUS DE 30% DE LEUR PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ OU TIRENT PLUS DE 30% DE LEUR REVENU DU CHARBON ;
- 3. PRODUISENT PLUS DE 20 MILLIONS DE TONNES DE CHARBON PAR AN OU ONT UNE CAPA-CITÉ DE CHARBON SUPÉRIEUR À 10 GW

Les banques doivent conditionner leurs soutiens aux entreprises non couvertes par les critères ci-dessus à l'adoption d'ici 2020 d'un plan détaillé, fondé sur la science climatique et aligné avec l'objectif de +1,5 °C, de fermeture de leurs infrastructures charbon.